

Mesdames, messieurs,

C'est avec plaisir que je vous souhaite la bienvenue à Ottawa. J'apprécie également l'occasion qui m'est offerte de vous exposer le point de vue du Canada concernant l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et ses répercussions sur les échanges commerciaux à l'intérieur de notre hémisphère.

Votre visite survient à un moment propice, puisque le Parlement du Canada s'apprête à adopter le projet de loi sur la mise en oeuvre de l'ALENA et que le processus entre dans ses dernières étapes. Cet accord fera du Canada, des États-Unis et du Mexique réunis la plus vaste zone d'échanges commerciaux au monde. L'ALENA est un des éléments clés de la solide assise que le gouvernement Mulroney a entrepris de poser, voilà bientôt 10 ans, pour favoriser les échanges et les investissements.

L'ALENA sert la ferme détermination du Canada de contribuer à l'intensification des relations commerciales dans notre hémisphère et répond à son objectif de constituer de nouveaux partenariats avec nos voisins des Amériques. Le commerce est indispensable à la prospérité du Canada. Plus du quart de notre économie et plus du tiers de nos emplois sont liés aux exportations. Le Canada prend une importance croissante comme exportateur de produits manufacturés et de services novateurs. Il jouit aussi d'un statut de chef de file mondial dans les secteurs des télécommunications, de l'aérospatiale et des transports.

La libéralisation du commerce nous permet de préserver les emplois et d'en créer, d'améliorer les possibilités qu'ont les entreprises canadiennes d'affronter avec succès la concurrence mondiale. Cette stratégie éprouvée constitue la recette de la croissance et de l'amélioration du niveau de vie au Canada.

Au cours de la dernière décennie, la libéralisation du commerce a aidé le Canada à atteindre, dans le secteur du commerce extérieur, un taux de croissance annuel de 7 p. 100, supérieur au taux mondial en dépit du ralentissement généralisé de l'économie. Nous avons enregistré en mars dernier notre meilleur taux de croissance mensuel depuis deux ans et, parallèlement, notre produit intérieur brut a augmenté de 0,7 p. 100, soit l'augmentation mensuelle la plus importante depuis avril 1991. Il y a quelques semaines, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) prédisait que le Canada connaîtrait, cette année et l'an prochain, une croissance économique supérieure à celle de tout autre pays industrialisé et qu'il viendrait aussi en tête des pays de l'OCDE pour la croissance de l'emploi au cours de la même période. Manifestement, nous sommes sur la bonne voie.

Notre économie se raffermi grâce au succès que remportent les exportateurs canadiens dans le secteur manufacturier, en